Des Autochtones en Alaska veulent faire plier le gouvernement sur les mines

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
November 2025

Une organisation autochtone de l'Alaska a envoyÃ© prÃ¨s de 30 000 messages au gouvernement de la Colombie-Britannique pour le forcer Ã suspendre l'octroi de permis pour les projets miniers de grande envergure. Elle estime qu'au moins huit mines, projetÃ©es ou en cours d'exploitation, menacent des bassins hydrographiques transfrontaliers. Les zones visÃ©es par l'industrie miniÃ¨re se situent prÃ¨s de la source des riviÃ¨res Taku, Stikine et Unuk, dans le nord-ouest de la province. Cette lettre commune, accompagnÃ©e des quelque 30 000 messages personnels a Ã©tÃ© adressÃ©e au premier ministre de la Colombie-Britannique, David Eby, Ã la vice-premiÃ¨re ministre, Niki Sharma, et au ministre des Relations avec les Autochtones, Spencer Chandra Herbert. Leur demande vise la suspension de l'octroi de permis pour les projets miniers de grande envergure jusqu'Ã ce que les communautÃ©s concernÃ©es aient Ã©tÃ© consultÃ©es. Les zones visÃ©es par l'industrie miniÃ¨re se situent prÃ¨s de la source des riviÃ¨res Taku, Stikine et Unuk, dans le nord-ouest de la province.

Soutenue par les organismes Earthjustice ainsi que Re:wild, fondÃ© par l'acteur Leonardo DiCaprio, la Commission transfrontaliÃ¨re autochtone du sud-est de l'Alaska (SEITC) rappelle que la Colombie-Britannique doit obtenir le consentement libre, prÃ©alable et Ã©clairÃ© des peuples autochtones touchÃ©s par les mines. Il en va du respect de la DÃ©claration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, selon la SEITC.

Radio-Canada